

---

Troisième session, vingt-neuvième Législature

---

---

Third Session, Twenty-Ninth Legislature

---

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

## Projet de loi 63

## Bill 63

Loi du Conseil du statut de la femme

Council on the Status of Women Act

---

Première lecture

---

---

First reading

---

Mme KIRKLAND-CASGRAIN

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC  
CHARLES-HENRI DUBÉ  
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1972



## Projet de loi 63

### Loi du Conseil du statut de la femme

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**1.** Dans la présente loi, le mot « ministre » signifie le premier ministre ou son délégué.

**2.** Un organisme d'étude et de consultation, ci-après appelé « le Conseil », est constitué sous le nom, en français, de « Conseil du statut de la femme » et, en anglais, de « Council on the Status of Women ».

**3.** Le Conseil doit donner son avis au ministre sur toute question que celui-ci lui soumet relativement aux sujets qui concernent l'égalité et le respect des droits et du statut de la femme.

Il peut aussi entreprendre, avec l'approbation préalable du ministre, l'étude de toute question qui relève du domaine de l'égalité et du respect des droits et du statut de la femme et effectuer ou faire effectuer les recherches qu'il juge utiles ou nécessaires.

Le Conseil peut recevoir et entendre les requêtes et suggestions des individus et des groupes sur toute question visée au présent article.

Le Conseil peut fournir de l'information au public sur toute question individuelle ou collective concernant l'égalité et le respect des droits et du statut de la femme.

## Bill 63

### Council on the Status of Women Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

**1.** In this act the word "Minister" means the Prime Minister or his delegate.

**2.** A body for study and consultation, hereinafter called "the Council", is established under the name of "Council on the Status of Women" in English and "Conseil du statut de la femme" in French.

**3.** The Council shall advise the Minister on any matter that he submits to it respecting matters concerning the equality and respect of the rights and status of women.

It may also, with the prior approval of the Minister, study any matter pertaining to the field of equality and respect of the rights and status of women and do or have done any research it considers useful or necessary.

The Council may receive and hear petitions and suggestions from individuals and groups on any matter contemplated in this section.

The Council may furnish the public with information on any individual or collective matter concerning the equality and respect of the rights and status of women.

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet propose l'institution d'un organisme d'étude et de consultation désigné sous le nom de « Conseil du statut de la femme ».*

*Ce conseil sera chargé de donner son avis au premier ministre sur toute question concernant l'égalité et le respect des droits et du statut de la femme que celui-ci lui soumettra; il pourra aussi entreprendre des études et des recherches concernant l'égalité et le respect des droits et du statut de la femme, recevoir et entendre les suggestions des individus et des groupes et faire au premier ministre les recommandations qu'il jugera appropriées.*

*Le Conseil sera composé d'un président et de membres nommés parmi les personnes qui seront recommandées par les associations féminines, par les groupes socio-économiques représentatifs, par les organismes syndicaux et par les milieux universitaires; il comprendra aussi, à titre consultatif, le sous-ministre des affaires sociales, le sous-ministre de l'éducation, le sous-ministre de la justice, le sous-ministre du travail et de la main-d'oeuvre et le sous-ministre de la fonction publique.*

## EXPLANATORY NOTES

*This bill proposes the establishment of a study and consultation body designated under the name of "Council on the Status of Women".*

*This Council will advise the Prime Minister on any question he submits to it respecting the equality and respect of the rights and status of women; it may also carry out studies and research respecting the equality and respect of the rights and status of women, receive and hear suggestions from individuals and groups and make recommendations it considers appropriate to the Prime Minister.*

*The Council will consist of a chairman and of members appointed from among the persons recommended by women's associations, by representative socio-economic groups, by union bodies and the university sector; it will also include, in an advisory capacity, the Deputy Minister of Social Affairs, the Deputy Minister of Education, the Deputy Minister of Justice, the Deputy Minister of Labour and Manpower and the Deputy Minister of the Civil Service.*

**4.** Le Conseil doit communiquer au ministre les constatations qu'il a faites et les conclusions auxquelles il arrive et lui faire les recommandations qu'il juge appropriées et s'assurer qu'on y donne suite.

**5.** Le Conseil doit saisir le ministre de tout problème ou de toute question qu'il juge de nature à nécessiter une étude ou une action de la part du gouvernement.

**6.** Le Conseil peut, avec l'approbation préalable du ministre, former des comités spéciaux pour l'étude de questions particulières et charger ces comités de recueillir les renseignements pertinents et de faire rapport au Conseil de leurs constatations et recommandations.

Ces comités peuvent, avec l'approbation préalable du ministre, être totalement ou partiellement formés de personnes qui ne sont pas membres du Conseil; les allocations de présence et les honoraires des personnes qui ne sont pas membres du Conseil sont déterminés par le Conseil conformément aux normes établies à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil.

**7.** Le Conseil se compose des membres suivants, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil:

- a)* le président;
- b)* quatre personnes choisies parmi celles qui sont recommandées par les associations féminines;
- c)* deux personnes choisies parmi celles qui sont recommandées par les groupes socio-économiques représentatifs;
- d)* deux personnes choisies parmi celles qui sont recommandées par les organismes syndicaux;
- e)* deux personnes choisies parmi celles qui sont recommandées par les milieux universitaires.

Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un vice-président parmi les personnes visées aux paragraphes *b* à *e*.

Le sous-ministre des affaires sociales ou son délégué, le sous-ministre de l'éducation ou son délégué, le sous-ministre de la justice ou son délégué, le sous-ministre du travail et de la main-d'œuvre ou son délégué et le sous-ministre de la fonction

**4.** The Council shall communicate its findings and conclusions to the Minister, make the recommendations to him that it considers appropriate and make sure that they are carried out.

**5.** The Council must refer to the Minister any problem or matter which it considers as requiring study or action by the Government.

**6.** The Council may, with the prior approval of the Minister, constitute special committees for the study of particular matters and direct such committees to collect pertinent information and report their findings and recommendations to the Council.

Such committees may, with the prior approval of the Minister, consist in whole or in part of persons who are not members of the Council; the attendance allowances and fees of the persons who are not members of the Council shall be determined by the Council in accordance with the standards fixed for that purpose by the Lieutenant-Governor in Council.

**7.** The Council shall be composed of the following members, appointed by the Lieutenant-Governor in Council:

- (a)* the chairman;
- (b)* four persons chosen from among those recommended by the women's associations;
- (c)* two persons chosen from among those recommended by the representative socio-economic groups;
- (d)* two persons chosen from among those recommended by the syndicate organizations;
- (e)* two persons chosen from among those recommended by the university sector.

The Lieutenant-Governor in Council shall appoint a vice-chairman from among the persons contemplated in subparagraphs *b* to *e*.

The Deputy Minister of Social Affairs or his delegate, the Deputy Minister of Education or his delegate, the Deputy Minister of Justice or his delegate, the Deputy Minister of Labour and Manpower or his delegate and the Deputy

publique ou son délégué sont aussi, d'office, membres du Conseil, mais ils n'ont pas droit de vote.

**8.** Les membres du Conseil, autres que ceux mentionnés au troisième alinéa de l'article 7, sont nommés pour quatre ans et le président est nommé pour cinq ans.

Toutefois, trois des premiers membres autres que le président sont nommés pour un an, trois pour deux ans, deux pour trois ans et les deux autres pour quatre ans.

Le mandat des membres du Conseil peut être renouvelé.

**9.** Les membres du Conseil demeurent en fonction nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

**10.** Toute vacance survenant au cours de la durée du mandat d'un membre du Conseil autre que le président et que ceux mentionnés au troisième alinéa de l'article 7 est comblée en suivant le mode de nomination prescrit pour la nomination du membre à remplacer et pour le reste du mandat de la personne à remplacer.

**11.** Le président dirige les activités du Conseil et en coordonne les travaux; il assume la liaison entre le Conseil et le ministre.

Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe les honoraires, allocations ou le traitement du président qui doit s'occuper exclusivement du travail du Conseil et des devoirs de sa fonction.

**12.** Les membres du Conseil autres que le président et que ceux mentionnés au troisième alinéa de l'article 7 sont indemnisés de ce qu'il leur en coûte pour assister aux séances du Conseil ou de ses comités et reçoivent une allocation de présence fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

[[**13.** Le secrétaire ainsi que les autres fonctionnaires et employés du Conseil sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 14).]]

Minister of the Civil Service or his delegate shall also be members *ex officio* of the Council, but shall not be entitled to vote.

**8.** The members of the Council, other than those contemplated in the third paragraph of section 7, shall be appointed for four years and the chairman shall be appointed for five years.

However, three of the first members other than the chairman shall be appointed for one year, three for two years, two for three years and the other two for four years.

The term of office of the members of the Council may be renewed.

**9.** The members of the Council shall remain in office, notwithstanding the expiry of their term, until reappointed or replaced.

**10.** Every vacancy occurring during the term of office of a member of the Council other than the chairman and those contemplated in the third paragraph of section 7 shall be filled by following the mode of appointment of the member to be replaced, for the remainder of the term of the person to be replaced.

**11.** The chairman shall direct the activities of the Council and coordinate its work; he shall ensure co-operation between the Council and the Minister.

The Lieutenant-Governor in Council shall fix the fees, allowances or salary of the chairman who shall devote his time exclusively to the work of the Council and the duties of his office.

**12.** The members of the Council other than those contemplated in the third paragraph of section 7 shall be indemnified for their expenses in attending sittings of the Council or its committees and shall receive an attendance allowance fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

[[**13.** The secretary and the other functionaries and employees of the Council shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).]]

**[[14.** Nonobstant l'article 13, le Conseil peut, avec l'approbation préalable du ministre, engager les personnes requises pour effectuer des travaux autorisés par ce dernier.]]

**15.** Le Conseil peut tenir ses séances à tout endroit du Québec.

Le quorum du Conseil est de cinq membres.

Le Conseil doit se réunir aussi souvent que nécessaire.

**16.** Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président, il est remplacé par le vice-président.

**17.** Le Conseil peut adopter des règlements pour sa régie interne; ces règlements doivent, pour avoir effet, être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

**18.** Le Conseil doit au plus tard le 30 juin de chaque année transmettre au ministre, qui le communique à l'Assemblée nationale, un rapport de ses activités pour l'année financière précédente.

**[[19.** Les dépenses encourues pour l'application de la présente loi sont payées, pour l'exercice financier 1972/1973, à même le fonds consolidé du revenu et, pour les exercices subséquents, à même les deniers accordés annuellement à cette fin par la Législature.]]

**20.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

**[[14.** Notwithstanding section 13, the Council may, with the prior approval of the Minister, employ the persons required for carrying out the work authorized by him.]]

**15.** The Council may hold its sittings at any place in the province of Québec.

Five members constitute a quorum of the Council.

The Council shall meet as often as necessary.

**16.** If the chairman is absent or unable to act, he shall be replaced by the vice-chairman.

**17.** The Council may make by-laws for its internal management; to have effect, such by-laws must be approved by the Lieutenant-Governor in Council.

**18.** The Council shall not later than the 30th of June each year send a report of its activities for the preceding fiscal year to the Minister, who shall communicate it to the National Assembly.

**[[19.** The expenses incurred for the application of this act shall be paid for the fiscal year 1972/1973 out of the consolidated revenue fund, and for subsequent fiscal years out of the moneys granted annually for such purpose by the Legislature.]]

**20.** This act shall come into force on the day of its sanction.